

exportations) et l'écart entre le choc et son incidence va s'agrandissant à long terme. La hausse de la demande finale se traduit par une croissance de l'emploi. Dans tous les scénarios, le taux de chômage est inférieur et le nombre d'emplois supérieur à ce qu'ils sont dans l'hypothèse de base. En effet, certains scénarios prévoient que des pressions se manifesteront sur le marché de la main-d'oeuvre vers la fin de la période d'étude. Certaines poussées inflationnistes imputables à la compression de la main-d'oeuvre, particulièrement dans le secteur manufacturier, sont contrées, du moins en partie, par une diminution du prix des importations tandis que l'indice des prix à la consommation et l'indice implicite de déflation de la dépense nationale brute se maintiennent en deçà des niveaux du scénario de base.

C'est dans le cadre du scénario prévoyant la plus faible augmentation des exportations que l'incidence globale de chaque dollar non porté au déficit est la plus marquée. Dans les autres scénarios, les pressions à la hausse exercées sur la valeur du dollar canadien et dues à des exportations accrues de services ont tendance à retarder la croissance des industries qui font concurrence sur les marchés internationaux. L'étude suggère toutefois d'autres politiques en vue de l'absorption des importantes augmentations de la demande.

L'étude laisse entendre qu'à long terme, c'est le secteur des services qui bénéficierait le plus de ce revirement (surtout les services commerciaux et personnels, les services de transport, d'entreposage et de communications et les services de vente en gros et au détail), et que les secteurs minier et manufacturier, devant composer avec un dollar revalorisé vers la fin de la période d'étude, connaîtraient moins de succès que dans le cadre du scénario de base, même si celui-ci prévoit dans tous les cas une appréciation du dollar (attribuable par exemple à la réalisation de projets énergétiques). Cependant, cela ne se produirait pas avant un certain nombre d'années et les gouvernements pourraient élaborer entre-temps des politiques compensatrices s'ils décidaient de contrer de telles tendances.

Le Groupe de travail ne veut pas essayer de tirer des conclusions très détaillées à partir de cette analyse préliminaire et partielle d'un ensemble de questions très complexes. Certes, il faut faire des choix quant aux ressources à affecter et aux efforts à déployer tant au niveau des sous-secteurs qu'au niveau des moyens. Le Groupe de travail est toutefois encouragé du fait que les suggestions même les plus modérées faites par ses interlocuteurs relativement aux politiques et programmes susceptibles d'aider le secteur des services pourraient, si elles sont mises en oeuvre, donner des effets directs et indirects intéressants et durables.